

CONGO-BRAZZAVILLE, NOIR SILENCE

Au long d'une année 1999 marquée par l'immense souffrance des populations du Congo-Brazzaville (et la guerre civile qui continue de ronger l'ex-Zaïre voisin), nous avons pu observer le libre déploiement des instruments occultes de la Françafrique, pour certains directement rattachés à l'Élysée : mercenaires d'extrême droite, parachutistes déguisés en mercenaires, trafics et ventes d'armes aux factions en conflit, financés par les plus grandes banques françaises, bradage du pétrole futur via les paradis fiscaux, montée en puissance (après Elf, trop repérée) d'un nouveau faux-nez des services secrets, le groupe Bol-loré, recours aux « tirailleurs » africains (tchadiens, marocains, burkinabè...) dans des guerres inavouées, etc.

Il faut le rappeler : le bilan des crimes en tout genre commis au Congo-Brazzaville entre décembre 1998 et fin 1999 égale ou dépasse le total de ce qui est advenu, durant la même période, au Kosovo, à Timor et en Tchétchénie réunis. Les crimes contre l'humanité ont abondé, avec l'implication constante de la majeure partie des réseaux français. Alors que n'étaient guère contestés, chez les initiés, les éléments de cette criminalité politico-économique déchaînée, rien ou presque n'en transparaissait dans les médias : malgré l'engagement de la Fédération protestante de France et de plusieurs ONG (*Agir ici, Cimade, Frères des hommes*), il a été quasi impossible de rompre ce *black out*. Cela nous a conduits notamment à engager la rédaction de *Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ?* – un ouvrage destiné à exposer l'actualité virulente d'une Françafrique soi-disant dépassée, et ses mutations récentes : constitution d'une sorte de « garde présidentielle » à la disposition de l'Élysée, vrai-faux mercenariat, passage d'Elf sous l'écran Total, alliances angolaise et libyenne, implication croissante des ven-

deurs d'armes et des sociétés de mercenaires dans l'exploitation pétrolière, en lien avec la prolifération mafieuse que favorise l'es-sor des paradis fiscaux.

On l'a vu avec *La Françafrique*, livre tiré à quinze mille exemplaires : même à l'ère de l'audiovisuel, le combat par le livre garde une efficacité certaine. L'ouvrage a contribué à des prises de conscience, qui de toute façon sont inéluctables. Notre objectif le plus urgent est encore de hâter la fin d'un système ignominieux de relations avec l'ancien Empire colonial. Les peuples réagissent : ils ont fait échec à la Françafrique et élu des pouvoirs démocratiques au Niger et en Guinée-Bissau ; l'adhésion des Ivoiriens au renversement d'Henri Konan Bédié a beaucoup contribué à faire avorter les projets élyséens d'intervention militaire ; les Sénégalais ont mis en échec un système de fraude électorale qui pourrissait depuis une décennie, non seulement les scrutins de leur pays, mais le vote des Camerounais, des Togolais, des Gabonais, des Tchadiens, etc. ; les Burkinabè, ulcérés par l'assassinat d'un journaliste courageux, Norbert Zongo, ne cessent depuis lors de harceler le régime de Blaise Compaoré (« rectificateur » de Sankara, complice des seigneurs de la guerre du Liberia et de la Sierra Leone).

À certains égards, l'apport d'un mouvement civique français comme celui porté par l'association *Survie* à l'émancipation d'une partie du continent africain peut sembler très marginal. Nous sommes convaincus pourtant que le travail de vérité et de mémoire a un rôle éminent dans la construction de relations internationales fondées sur autre chose que le cynisme criminel.

François-Xavier Verschave,
d'après le rapport moral de SURVIE de 1999
[ajout à la réédition de juin 2000]